

Abdoulaye Bathily nommé "facilitateur" dans la crise burundaise par l'ONU

@rib News, 20/06/2015 â€“ Source AFP Le SÃ©nÃ©galais Abdoulaye Bathily (photo), reprÃ©sentant spÃ©cial du secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'Onu pour l'Afrique centrale, a Ã©tÃ© "dÃ©signÃ©" comme le nouveau facilitateur dans la crise au Burundi a annoncÃ© samedi le chef de la diplomatie burundaise AimÃ©-Alain Nyamitwe. M. Bathily, 68 ans, plusieurs fois ministre, succÃ©de Ã ce poste Ã l'AlgÃ©rien SaÃ©di Djinnit, rÃ©cusÃ© par l'opposition Ã la candidature Ã un troisiÃ©me mandat du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, l'accusant d'"avoir un penchant" pour la position gouvernementale.

"Le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral a dÃ©signÃ© Abdoulaye Bathily comme le nouveau facilitateur en remplacement de Djinnit, cela m'a Ã©tÃ© notifiÃ© officiellement hier dans la nuit", a dÃ©clarÃ© Ã l'AFP le ministre, en ajoutant : "je peux vous assurer que le gouvernement burundais est ouvert au dialogue". "Facilitateur" est le terme officiel utilisÃ© pour dÃ©signer le mÃ©diateur dans cette crise. Le Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© (CPS) de l'Union africaine (UA) avait recommandÃ© cette semaine la reprise du dialogue politique interrompu par le dÃ©part de M. Djinnit. "Si retard il y a dans la reprise du dialogue, ce n'est pas la faute du gouvernement du Burundi, il faut la chercher ailleurs", a soulignÃ© M. Nyamitwe. Le Conseil avait en outre demandÃ© un dialogue sur tous les points de discorde et un calendrier Ã©lectoral consensuel, alors que Bujumbura avait dÃ©jÃ reportÃ© les Ã©lections au 29 juin pour les lÃ©gislatives et les communales, et au 15 juillet pour la prÃ©sidentielle. "Nous n'avons pas de problÃ©mes avec Ã§a, mais ce que nous avons dit et qui n'a pas changÃ© c'est la question du calendrier Ã©lectoral qu'on ne va pas toucher", a rÃ©affirmÃ© le chef de la diplomatie burundaise, en justifiant cette dÃ©cision par la volontÃ© d'Ã©viter "un vide essentiel" s'ils allaient au-delÃ de ces dates. Plusieurs missions d'observation Ã©lectorale internationales, notamment celle de l'Union europÃ©enne, ont suspendu leur couverture des Ã©lections au Burundi en dÃ©nonÃ§ant l'absence des "conditions minimales" pour la tenue d'une Ã©lection crÃ©dible. Le gouvernement burundais refuse Ã©galement de discuter de la question du troisiÃ©me mandat de Nkurunziza, Ã l'origine de l'actuelle crise que traverse le Burundi. "Il faut Ãªtre rÃ©aliste. Nous sommes pratiquement Ã une semaine des premiers scrutins, les dÃ©lais lÃ©gaux pour la prÃ©sentation des candidatures sont dÃ©jÃ dÃ©passÃ©s", a justifiÃ© le ministre.